

Module 2 – Les crises financières et économiques

I. Introduction aux crises financières et économiques

A. Caractéristiques

Au cours des deux décennies écoulées, nombre de pays ont connu d'importantes crises financières et économiques. En effet, des crises financières aiguës ont frappé le Mexique en 1994-95, l'Indonésie, la Thaïlande et la Corée en 1997-98 et la Fédération de Russie en 1998. Des crises bancaires se sont également produites aux Etats-Unis, au milieu des années 80 et au début des années 90, dans les pays nordiques au début de la même décennie, puis, plus récemment, au Japon, au Canada et en Argentine.⁹ Ces expériences récentes amènent à penser que, dans un monde de plus en plus interdépendant, une crise qui sévit dans un pays peut avoir des « effets de contagion » sur les pays voisins et des « effets de ruissellement » sur d'autres pays aux économies fragiles, vulnérables aux chocs extérieurs.

Les crises financières et économiques se caractérisent souvent par des baisses spectaculaires de la croissance du PIB réel, la chute du prix et du rendement des actions, des taux d'inflation très élevés et un fléchissement considérable de la consommation et des revenus. D'autres symptômes sont la dépendance excessive vis-à-vis des exportations, la vulnérabilité aux tendances des marchés internationaux des capitaux, des biens et des matières premières, une dette extérieure trop lourde et des restrictions aux options des Etats pour corriger les déséquilibres. Les difficultés financières et économiques peuvent être étroitement liées à d'autres formes de crise. Lorsqu'elles se conjuguent à des transitions sociales et politiques, des tensions sociales vives et des conflits armés pourraient apparaître.

⁹ Gonzalez-Hermosillo, Brenda: « Developing Indicators to Provide Early Warning of Bank Crises » (Développer des indicateurs pour l'alerte rapide en cas de crises bancaires), dans *Finance and Development*, Juin 1999.

B. Causes

S'il est difficile de mettre le doigt sur les causes profondes des difficultés financières et économiques, les chercheurs ont déterminé les facteurs suivants qui contribuent à l'instabilité financière:¹⁰

- la détérioration des bilans du secteur financier (c'est-à-dire une détérioration des actifs et de la richesse par rapport au passif à un moment donné, au point que les revenus du système bancaire ne suffisent pas à couvrir les dépenses de celui-ci);
- l'accroissement des taux d'intérêt (qui peut diminuer la qualité des emprunteurs potentiels et pousser les institutions de prêt à réagir en limitant le nombre de crédits octroyés);
- la montée de l'incertitude, qui peut conduire à une réticence des prêteurs, ainsi qu'à la baisse du nombre de prêts consentis, des investissements et de l'activité générale;
- la détérioration des bilans non financiers (causée par une variation soudaine du taux d'inflation ou par une dépréciation inattendue du taux de change)

Il est extrêmement malaisé de prévoir les crises financières et économiques. Toutefois, étudiés globalement, certains indicateurs peuvent renseigner sur une société vulnérable à des crises financières et bancaires.¹¹ Parmi ces indicateurs on trouve:

- le déficit budgétaire;
- le déficit courant;
- le taux d'inflation;
- un taux de change excessivement élevé;
- les flux de capitaux;
- la croissance du crédit;
- la masse de prêts non productifs;
- le niveau de liquidité des banques;
- le déclin des exportations;
- le ralentissement de l'activité économique.

¹⁰ Mishkin, Frederic S.: *Financial Policies and the Prevention on Financial Crises in Emerging Market Countries* (Les politiques financières et la prévention des crises financières dans les économies de marché naissantes), contribution à la conférence du NBER organisée en octobre 2000, sur le thème: « Les crises économiques et financières dans les économies de marché naissantes ».

¹¹ Sharma, Sunil: « The Challenge of Predicting Economic Crises » (Le défi de prévoir les crises économiques), dans *Finance and Development*, Juin 1999, Vol. 36, n° 2.

Les crises bancaires sont souvent précédées par des fuites massives de capitaux à court terme, par la dépréciation des valeurs boursières et par la chute du prix d'autres avoirs. Des études de cas ont également montré que lorsque la libéralisation ne s'accompagne pas de mesures réglementaires strictes, elle crée les conditions d'une crise bancaire et complique davantage la lutte contre cette dernière, une fois qu'elle a éclaté. D'où l'intérêt qu'il y a à évaluer l'ampleur du capitalisme népotiste (privatisation à des prix de braderie, octroi de crédits à des alliés politiques, renflouement d'entreprises pour des motifs politiques, etc.).

C. *Conséquences sociales*

D'une situation de croissance économique rapide, les crises financières peuvent conduire à des contractions dans l'économie et à l'aggravation de l'extrême pauvreté, à des inégalités de revenus, au chômage déclaré, au sous-emploi et à la vulnérabilité de groupes déjà défavorisés. Dans ce contexte, les salaires et les conditions de travail se détériorent souvent gravement. Les crises financières et économiques n'ont pas seulement donné lieu à une progression spectaculaire de la pauvreté, mais ont aussi menacé la stabilité politique. Ces effets rentrent pleinement dans le domaine d'intérêt du BIT. Le problème est de savoir comment accroître les possibilités économiques dans un environnement économique de plus en plus défavorable, de le faire rapidement et efficacement, tout en veillant à ce qu'une large proportion de la population en détresse accède à la protection sociale.

Les effets de ces crises n'épargnent aucune frange de la population, en raison d'une part, des licenciements massifs dans le secteur structuré, particulièrement l'industrie, la construction et les services; et d'autre part, de la dégringolade des salaires et des revenus. Du fait de la progression du chômage déclaré, la main-d'œuvre se réoriente vers les activités moins productives et rémunératrices, notamment dans le secteur informel rural et urbain, et vers le sous-emploi. Les avoirs des ménages peuvent également perdre leur valeur, ce qui engendre un effondrement des filets de sécurité traditionnels. Les crises financières et économiques nuisent de façon grave et inégale aux pauvres et mettent en évidence les insuffisances des politiques sociales.

La baisse du rendement et des revenus due aux crises financières et économiques s'accompagne de pertes d'emploi massives causées par des faillites et le fléchissement de la production. Cet état de choses est à l'origine d'une montée en flèche aussi bien du chômage que du sous-emploi. De surcroît, la poussée de l'inflation, dans le contexte d'un marché du travail fort affaibli, prélève un lourd tribut en termes de salaires et de revenus

réels. La conjugaison d'un chômage et d'une inflation croissants plonge de plus en plus de personnes dans la pauvreté. Tous ces effets sont de nature à s'amplifier dans les pays qui ne disposent pas d'un filet de sécurité approprié.¹²

Les femmes sont particulièrement vulnérables dans les pays où elles sont déjà défavorisées et discriminées dans le monde du travail. Dans ces pays, les femmes bénéficient en général d'une protection sociale et d'une sécurité économique moindres et pourraient donc avoir plus de mal à se remettre des conséquences des crises financières. Les femmes travaillent dans des secteurs sur lesquels la mondialisation a des retentissements appréciables, tels que l'agriculture et l'électronique. Or, la restructuration de leur lieu de travail, la mobilité internationale des capitaux et la transition à l'économie de marché privent les femmes de ces maigres chances. Pendant la crise financière asiatique, en raison de la faillite et de l'effondrement des entreprises, les femmes furent accablées par le lourd fardeau des licenciements, des baisses de revenu et du rétrécissement des marchés, alors qu'elles s'efforçaient de satisfaire les besoins essentiels de leur famille. Les femmes du secteur informel sont en fait les plus vulnérables.¹³

Les travailleurs migrants des zones rurales vers les villes en période de croissance économique, à la recherche d'un emploi dans les usines, les projets de construction et d'autres entreprises, pourraient aussi souffrir démesurément des effets des crises financières et économiques du fait des licenciements qui les forcent à rebrousser chemin. Cette migration de retour met encore sous pression des économies rurales déjà mal préparées à soutenir économiquement ces migrants. Les crises financières et économiques peuvent également produire des migrations de retour entre les pays, étant donné que des foules de personnes peuvent migrer à l'intérieur d'une région donnée, d'un pays à l'autre, inversant les schémas de migration classiques.

¹² Lee, Eddy: *The Asian Financial Crisis: the Challenge for Social Policy* (La crise financière asiatique: le défi pur la politique sociale), BIT, Genève, 1999.

¹³ Voir Enarson, Elaine: *Gender and Natural Disasters* (Genre et catastrophes naturelles), Document de travail n° 1, BIT, Genève, 2000.

Cas: La crise financière russe de 1998

La crise financière qui a frappé la Russie en 1998 tirait sa source à la fois de la dévaluation du rouble, du poids de la dette intérieure et extérieure et de l'effondrement de la bourse de valeurs et des principales banques commerciales. Les conséquences sociales immédiates de la crise financière russe se firent principalement ressentir sur les employés du secteur financier. Sous l'effet du chômage, les détenteurs de l'épargne des ménages virent les dépôts perdre leur valeur réelle, et les travailleurs du secteur public et les pensionnaires furent touchés du fait de l'accumulation des arriérés. La majorité des Russes se trouvèrent privés de leur épargne et leur confiance aux institutions financières en fut affectée.

Le choc d'août 1998 ne créa pas des difficultés nouvelles ou inédites pour le système de protection sociale russe, mais vint exacerber des problèmes qui préexistaient à la crise sous forme d'un malaise persistant.¹⁴

Une enquête menée peu après la crise de 1998 auprès d'un échantillon de Russes représentatif à l'échelle nationale, révéla que les enquêtés avaient connu une détérioration généralisée de leurs conditions de vie au cours des deux années précédentes. En effet, les dépenses courantes s'étaient généralement contractées plus que les revenus. Même dans les ménages pauvres, la réduction des dépenses excédait celle des revenus, sans doute parce qu'ils gagnaient moins, mais aussi en prévision de difficultés plus graves à venir. Le revenu moyen des ménages était de 20 pour cent inférieur en termes réels. La part des salaires dans le revenu total chuta de 41 à 36 pour cent, tandis que celle des transferts publics s'accroissait. Toutefois, le volume moyen des transferts publics se contracta de 18 pour cent en termes réels. La part de la production réalisée chez soi dans le revenu gonfla de 15 à 21 pour cent, et la valeur réelle du revenu tiré de cette source s'apprécia également. C'était là, de toute évidence, un aspect d'un mécanisme d'ajustement. La solidarité familiale recula de 40 pour cent en termes absolus. Les dépenses totales des ménages fléchirent de 25 pour cent, tandis que la pauvreté marquait une nette progression, passant de 22 à 33 pour cent au lendemain de la crise. Les données portent à croire que la crise affecta davantage les ménages urbains que les ménages ruraux. Les dépenses moyennes diminuèrent d'environ 27 pour cent dans les villes, contre 21 pour cent en milieu rural.¹⁵

¹⁴ *Is the Crisis Over? Three Regional Perspectives* (Est-ce que la crise est terminée? Trois perspectives régionales), Press Background, The World Bank Group, 1999.

¹⁵ Lokshin, Michael et Ravallion, Martin: « How Tight was Russia's Safety Net in the Face of the Crisis? » (Quelle était la solidité du filet de sécurité Russe face à la crise?), inspiré de « Welfare Impacts of Russia's 1998 Financial Crisis and the Response of the Public Safety Net », des mêmes auteurs, dans *Translation Newsletter*. (voir <http://www.worldbank.org/html/prddr/trans/janfeb00/boxpg6.htm>), par le Groupe de recherche sur le développement économique.

D. Contexte général de la réponse

Ce type de crise requiert des mesures opportunes immédiates/à court terme, et à moyen terme, pour atténuer ses conséquences financières et sociales. Une priorité évidente est de renforcer le système financier. Diverses institutions internationales offrent une assistance extérieure pour ces types d'interventions financières.¹⁶

La Banque mondiale, conformément à son mandat, fait appel à son expertise pour assister les pays en développement dans la formulation et la mise en œuvre de réformes visant à renforcer les systèmes financiers dans des domaines tels que les banques, les marchés de capitaux et les infrastructures du marché.

Le Fonds monétaire international assure la surveillance de tous les Etats membres ainsi que le suivi des événements dans l'économie mondiale et sur les marchés financiers. De concert avec la Banque mondiale, les banques régionales de développement, la Banque des règlements internationaux (BRI) et la communauté de supervision des banques, le FMI accroît ses efforts dans les secteurs bancaire et financier. Les programmes d'ajustement structurel appuyés par le Fonds comprennent souvent des conditionnalités en rapport avec les réformes du secteur financier, notamment des améliorations du cadre juridique et réglementaire, la restructuration du secteur bancaire, la privatisation de banques, ainsi que l'adoption d'instruments monétaires appropriés et de systèmes de gestion monétaire fondés sur le marché. A la demande des Etats membres, le Fonds fournit également une assistance technique, concentrée sur les questions bancaires et financières. Grâce à sa composition quasi-universelle, le FMI peut contribuer de manière appréciable aux efforts internationaux visant à promouvoir la stabilité du secteur financier, non seulement dans les économies naissantes, mais aussi dans l'ensemble de ses pays membres.

Toutefois, bien qu'étant une condition nécessaire, la réforme du secteur financier n'est pas une réponse suffisante en elle-même. Ce ne sont pas seulement les faiblesses des institutions formelles qui créent les conditions d'une crise, mais aussi la contamination des processus du marché par la politique. Le renforcement d'institutions démocratiques transparentes devient donc essentiel au modèle économique au lendemain de la crise.¹⁷ Comme les pauvres et les personnes vulnérables pâtissent le plus des

¹⁶ « Capacity Building in Africa: The Role of International Financial Institutions » (Le renforcement des capacités en Afrique: le rôle des institutions financières internationales), dans *Finance and development*, décembre 2000, Volume 37, n° 4.

¹⁷ Lee, Eddy: *The Asian financial Crisis: The Challenge for Social Policy* (La crise financière asiatique: le défi pour la politique sociale), BIT, Genève, 1999.

conséquences sociales et économiques de ces crises, des approches novatrices s'imposent pour réduire leur vulnérabilité aux chocs futurs.

II. Réponse du BIT

A. Aperçu général de la réponse du BIT

Le BIT dispose d'un avantage comparatif dans le domaine de l'aide à l'élargissement des opportunités économiques et d'emploi, ainsi que des filets de sécurité, au bénéfice des personnes et des sociétés marginalisées par les difficultés financières et économiques. Son rôle et sa réponse, ainsi que ceux d'autres organismes d'assistance, sont souvent essentiels en matière des appui au redressement financier et à la satisfaction des besoins socio-économiques des personnes vulnérables. La participation du BIT aux efforts de réponse se fonde sur certains critères décrits dans la première partie du présent Manuel. Une fois son engagement décidé, il faut que le BIT intervienne à temps et à l'étape la plus précoce possible. Pour le BIT, le défi est de définir des indicateurs d'alerte rapide aptes à suivre les effets de la crise, et de mettre en place des plans d'urgence pouvant être mis en œuvre rapidement.

Avant la crise, le personnel du BIT peut définir et mettre en œuvre des mesures de préparation prévisionnelle, et les projets en cours du Bureau peuvent comprendre des volets spécifiquement conçus pour atténuer les crises. Pour répondre à une crise, le BIT procède à une évaluation des besoins et élabore une stratégie compatible avec les efforts des pouvoirs publics intéressés et des autres agences d'assistance, pour mener des actions immédiates/à court terme, et à moyen terme.

B. Préparation avant la crise et atténuation

Les pays qui connaissent des inégalités horizontales, un taux de chômage et de sous-emploi élevés et un niveau de pauvreté considérable ou en progression sont également vulnérables aux graves méfaits sociaux des crises financières et économiques. Dans ces pays, le BIT devrait suivre les indicateurs d'alerte rapide et renforcer ou lancer des plans et des mesures de préparation et d'atténuation.

La surveillance et l'alerte rapide – Pour suivre les conditions qui pourraient conduire à des crises sociales induites par des crises financières et économiques, le BIT peut se fonder sur les données de suivi et de surveillance et sur les rapports sur la situation financière et économique, le niveau de pauvreté et d'emploi existants. Le *Rapport sur le développement*

mondial de la Banque mondiale, les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI et le *Rapport sur le développement humain* du PNUD sont quelques-uns des outils disponibles. Il existe également des sites Internet et d'autres moyens d'étude et de suivi d'événements courants. Leur liste est donnée à l'Annexe 1. Les données analysées par ces moyens peuvent être utilisées conjointement aux résultats des enquêtes trimestrielles auprès des ménages et des communautés, pour prévoir à temps les effets sociaux éventuels des crises financières soudaines. On peut développer des outils peu coûteux et d'utilisation aisée en combinant quelques indicateurs clé avec différentes techniques de collecte de données, pour obtenir des données et les convertir en signaux opérationnels utilisables.¹⁸ Des « baromètres » de la situation du marché du travail pourraient être conçus, y compris les tendances des salaires de telle ou telle catégorie de travailleurs spécifiques et le niveau de l'emploi (ou les nouvelles embauches) dans les grandes entreprises et le secteur public. L'accent devrait être mis sur la vitesse, la régularité et la fiabilité qualitative des signaux.¹⁹ De plus, les données devraient être désagrégées (en particulier par sexe) pour mieux adapter la réponse. L'interprétation des statistiques de l'emploi disponibles doit se faire avec une attention toute particulière, étant donné que les techniques d'échantillonnage doivent être bien comprises et permettre des comparaisons.

Les mesures d'atténuation – Le travail préparatoire d'atténuation pourrait porter sur deux principaux aspects:

- la prévention et l'atténuation d'une détérioration rapide de la situation de l'emploi grâce à la prévention des pertes et des baisses importantes de salaires et de revenus, au moyen de politiques actives de marché du travail, de la protection des groupes vulnérables et de la promotion du dialogue social. À cet égard, on pourrait prendre les mesures spécifiques suivantes:
 - l'élaboration, l'essai et l'institutionnalisation de programmes d'emploi d'urgence susceptibles d'être rapidement étendus en temps de crise (programmes anti-cycliques). Dans les régions urbaines ils pourraient cibler la jeunesse et les travailleurs déflatés, par exemple; et dans les campagnes, en particulier ceux qui y arrivent des villes à la recherche de moyens de subsistance;

¹⁸ La surveillance de la pauvreté a commencé dans un nombre de pays. *Le Rapport annuel sur le développement humain national* offre un cadre qui permet d'enregistrer et d'analyser les divers aspects des inégalités horizontales. Le *Rapport* peut être complété par un système de surveillance et d'alerte rapide.

¹⁹ Gonzales-Hermosillo, Brenda: « Developing Indicators to Provide Early Warning of Banking Crises » (Développer des indicateurs pour l'alerte rapide en cas de crises bancaires), dans *Finance and Development*, Juin 1999.

- l'élaboration, l'essai et l'institutionnalisation d'approches favorisant une expansion rapide de l'auto-emploi dans le secteur informel et des micro-entreprises;
 - l'élaboration d'une gamme de programmes/plans de développement d'entreprises fondés sur les ressources et les compétences locales, qui puissent être rapidement mis en œuvre;
 - l'évaluation de l'incidence de la crise sur les mandats traditionnels du BIT (Gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs) et de leurs capacités;
 - l'identification des ONG, des OAC, des organisations de volontariat et de femmes (y compris les associations d'auto-assistance du secteur informel) qui collaboreront avec le BIT, et le renforcement de leurs capacités;
 - l'étude et le renforcement des mécanismes d'appui institutionnel aux programmes d'emploi d'urgence (développement des compétences, formation de petits entrepreneurs, procédures d'administration du travail, mesures de la productivité, niveaux des salaires, etc.) et aux micro-entreprises (formation de courte durée en capacités techniques et commerciales, micro-finance, approvisionnement en apports, appui à la commercialisation et technique, etc.);
 - l'évaluation des besoins en formation à la lumière de l'évolution de la demande et l'élaboration de programmes de formation et de recyclage;
 - le renforcement des services de l'emploi et des systèmes de collecte d'informations sur le marché du travail, pour faciliter le dépistage précoce des crises et servir d'instruments de politique active du marché du travail.
- le renforcement des mécanismes d'ajustement de la communauté et des ménages et la prévention de leur affaiblissement grâce au raffermissement du système de protection sociale existant et au développement de nouveaux moyens de protection sociale volontaire, y compris:
- l'identification et le raffermissement de systèmes informels de financement de groupes en tant que mécanisme tampon qui aide à tempérer la fragilité des ménages vulnérables, et la promotion de liens organiques entre le crédit et l'épargne;

- l'exploration de systèmes de micro-finance, de leurs sources et procédures;
- la promotion de programmes volontaires d'auto-assistance à l'échelle de la communauté, à des fins de prévoyance et de protection sociales.

C. Réponse en temps de crise

Dans l'élaboration d'une stratégie de préparation à la crise, il convient d'évaluer l'expérience acquise à la faveur de crises précédentes. Une attention particulière devrait être portée à l'incidence de la crise sur l'emploi, les relations sociales, les groupes de différents niveaux de revenu et autres, ainsi qu'aux résultats de programmes qui ciblent les groupes affectés.

Cas: La crise financière en Indonésie

En dépit d'une croissance économique rapide au cours de la décennie 1985-1995, la création d'emplois en Indonésie était restée à la traîne de l'accroissement de la main-d'œuvre. Près de 2/3 de la main-d'œuvre totale travaillait dans le secteur informel. Le chômage déclaré était élevé dans les zones urbaines, et le sous-emploi généralisé.

La crise inversa soudainement la croissance économique. Elle engendra des compressions d'effectifs massives dans le secteur formel, touchant une très forte proportion de femmes des secteurs orientés vers l'exportation. La crise aggrava la pauvreté aussi bien directement (par la perte d'emplois et le passage à des activités moins productives) qu'indirectement (du fait des pressions à la baisse exercées sur les salaires et de l'augmentation des prix).

L'Indonésie comptait un nombre de programmes en cours d'intervention directe en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. On peut évoquer à cet égard les "méga" programmes de construction d'infrastructures rurales à forte intensité de main-d'œuvre et le programme d'amélioration Kampong dans les zones urbaines. Ces programmes avaient le potentiel d'une expansion rapide en réaction à la crise. Des programmes temporaires à forte intensité de main-d'œuvre furent conçus pour 3,9 millions de personnes et comprenaient des activités de dragage, de promotion de la salubrité dans les marchés et d'amélioration des pistes rurales pour 507 000 travailleurs à Jakarta et 3,4 millions dans les régions. Les programmes de crédit rural non subventionnés de la banque Rakyat Indonesia, en faveur de l'auto-emploi et de la

création de micro-entreprises, avaient un potentiel anti-cyclique analogue. Les résultats de ces programmes pendant la crise offrent d'utiles enseignements aux pays qui se trouvent dans une situation comparable. L'expérience des crises de 1997-1999 a été évaluée et par le BIT et par la Banque mondiale.

L'évaluation des besoins par le BIT – L'évaluation rapide des besoins par le BIT devrait tendre à déterminer les domaines d'intervention du BIT les plus critiques et à inventorier les outils et les ressources aussi bien disponibles que requis pour cette intervention. L'évaluation des crises financières et économiques par le BIT peut s'appuyer sur des informations collectées à l'aide de systèmes multi-agences de surveillance et d'alerte rapide. Une fois encore, le lecteur devrait consulter les références citées dans l'Annexe 1, sous la rubrique « les crises financières, l'économie et la pauvreté ». Il devrait également se référer au *Manuel d'évaluation rapide des besoins en matière de réponse aux crises*, du BIT, pour des directives supplémentaires dans le domaine de l'évaluation des besoins en pareilles circonstances.

L'évaluation par le BIT comprend les données suivantes:

- l'ampleur et les caractéristiques des pertes d'emploi;
- les communautés affectées, leur localisation, la structure des familles (par âge, sexe, niveau d'éducation, compétences, expérience professionnelle et niveau de pauvreté);
- les stratégies d'ajustement (vente de biens ménagers, utilisation rapide des économies, réduction des dépenses des ménages, accroissement du nombre de membres de famille sur le marché du travail, y compris les femmes et les enfants, engagement de la plupart des membres dans plusieurs emplois ou dans des heures de travail supplémentaires);
- la situation et les sources de revenus actuelles;
- l'analyse, le cas échéant, des schémas et des données sur les migrations de retour (désagrégation des données par sexe, âge, profession, etc.) ainsi que les schémas de réinstallation existants;
- le mouvement du secteur formel à l'informel (spécifiant le type d'activité dans l'informel) et des villes vers les campagnes (spécifiant le type d'activité rurale);
- la mobilisation et l'appui de la communauté;
- l'appui des pouvoirs publics;

- le cadre de vie, l'appui des ONG et des bailleurs de fonds à l'échelle nationale ou locale;
- l'étude des principales institutions financières fournissant un appui dans le cadre d'une réponse créant un « filet de sécurité » (dont l'action peut assez souvent donner lieu à des programmes de création d'emploi pouvant déboucher sur du « travail décent »).

Cas: La réponse du marché du travail à la crise financière d'Asie de l'Est

En Asie de l'Est, la contraction générale et brusque de la demande de main-d'œuvre fut atténuée par un programme intégré d'interventions sur le marché du travail. Le programme comprenait maintes composantes, dont voici les principales:

- la relance rapide de l'emploi grâce à des programmes de construction d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre (Indonésie, République de Corée, Thaïlande);
- la promotion de la réinsertion professionnelle par la réorganisation des réseaux de services de l'emploi et la création de centres d'assistance aux travailleurs licenciés;
- l'amélioration continue des compétences des travailleurs, en particulier des travailleurs non qualifiés, au moyen de sortes de programmes d'apprentissage de courte durée, la promotion de la formation en cours d'emploi et la diversification des compétences pour accroître les possibilités d'adaptation (Indonésie);
- la modification délibérée des niveaux de compensation (le salaire minimum notamment), comme en Indonésie, en République de Corée et en Thaïlande, où ils sont passés de 75 à 90 pour cent du salaire minimum pour les programmes d'emploi d'urgence, dans le but d'atteindre une plus grande population;
- le maintien des normes de travail et des droits des travailleurs, reconnus;
- la rationalisation du secteur informel grâce à des mécanismes volontaires d'auto-assistance et à l'accès au crédit.

D. Réponse immédiate/à court terme

Dans la plupart des cas, une approche du BIT à deux phases pourrait être envisagée, par le biais d'interventions immédiates/à court terme, et à moyen/long terme. Pour l'immédiat et le court terme, les priorités du BIT consisteraient à:

- mettre un terme à la marginalisation des groupes vulnérables en favorisant l'accès aux activités fortement génératrices d'emplois et de revenus;
- faciliter la protection sociale au moyen de programmes de volontariat et du renforcement des programmes existants;
- renforcer les mécanismes de dialogue social;
- raffermir et éviter l'affaiblissement ultérieur des mécanismes d'ajustement des communautés et des ménages;
- contrecarrer les effets de la réduction des dépenses sociales par des programmes de lutte contre la pauvreté, en collaboration avec les partenaires sociaux et la société civile, y compris les organisations de femmes;
- coopérer et dialoguer avec les institutions de Bretton Woods pour plaider en faveur de la prise en compte de l'emploi et d'autres soucis connexes dans l'élaboration de la réponse, et accroître le potentiel de création d'emplois des programmes existants.

La coordination avec le Gouvernement national – Quel que soit le cas, le BIT élabore son approche en coordination avec les autorités nationales, en particulier avec le Ministère du Travail. Le BIT peut travailler de concert avec ses homologues et mandants gouvernementaux afin de définir à temps les mesures opportunes de préparation et d'atténuation visant à contrecarrer les effets de la crise sur l'emploi et autres questions sociales connexes, et d'harmoniser ces mesures avec les objectifs des programmes financiers.

Bien que les besoins varient en fonction des cas, le tableau ci-après pourrait être utile dans le choix des options.

Aperçu général de la réponse du BIT aux crises financières et économiques

Besoins/Problèmes	Réponse du BIT
<p><i>Faillite de grandes et moyennes entreprises du secteur formel</i></p> <p>Importantes pertes de production et d'emplois</p> <p>Progression du chômage déclaré</p> <p>Mouvement de la population vers le secteur rural</p>	<p>Identification rapide des possibilités d'auto-emploi dans des micro-entreprises du secteur informel grâce à la réorientation des services de l'emploi et des centres d'information sur le marché du travail, ainsi qu'à d'autres sources et partenaires disponibles</p> <p>Enquête rapide pour déterminer les opportunités commerciales et la demande de biens et de services</p> <p>Collaboration avec les partenaires sociaux pour que, dans la mesure du possible, les travailleurs licenciés puissent bénéficier de programmes d'appui (dans le cadre d'accords existants sur les licenciements)</p> <p>Amélioration des chances des chômeurs et des licenciés d'accéder à un emploi au moyen de formations, recyclages, apprentissages de courte durée axés sur les connaissances techniques et commerciales; de services et conseils sur les techniques, la micro-finance, la commercialisation; ainsi que d'une meilleure gestion des flux de main-d'œuvre vers le secteur informel</p> <p>Collaboration avec les pouvoirs publics et les mandants locaux (pour l'établissement d'un cadre réglementaire souple) et avec les entreprises des différents sous-secteurs, en matière de services de conseil et d'appui technique</p> <p>Elaboration rapide de programmes d'emploi d'urgence pour la réhabilitation, la construction et l'entretien d'infrastructures urbaines à petite échelle, à forte intensité de main-d'œuvre, et formation ou recyclage dans ces domaines</p> <p>Elaboration de programmes volontaires d'auto-assistance pour l'emploi et la formation des jeunes, en milieu urbain</p>

Besoins/Problèmes	Réponse du BIT
	<p>Programmes spéciaux destinés aux femmes au chômage ou licenciées, y compris leur intégration dans les activités sus-évoquées</p> <p>Programmes spéciaux pour les travailleurs licenciés professionnels et hautement qualifiés, utilisant des services d'appui et de l'emploi temporaires dans des écoles, des centres de formation et médicaux, des services civiques et des programmes communautaires et sociaux existants</p>
<p><i>Mouvement de la population vers le secteur rural</i></p> <p>Migration des hommes vers d'autres régions à la recherche d'un emploi</p> <p>Accroissement du nombre de femmes chefs de ménage et de la pression sur les femmes pour celles qui contribuent au revenu des ménages</p>	<p>Activités rurales non agricoles et micro-entreprises</p> <p>Activités d'appui à l'agriculture</p> <p>Projets spéciaux générateurs de revenus, en faveur des femmes</p> <p>Programmes autociblés de construction d'infrastructures rurales à forte intensité de main-d'œuvre et programmes nourriture-contre-travail, visant à créer des filets de sécurité d'urgence (construction de routes d'accès, de ponts, de points d'eau, d'installations pour l'éducation, la formation et la santé, conservation de l'eau et du sol, protection de l'environnement, etc.)</p>

Besoins/Problèmes	Réponse du BIT
<p><i>Effondrement des mécanismes d'ajustement des ménages et des systèmes d'appui social et communautaire</i></p> <p>Accroissement du fardeau des femmes dans les domaines de la production et de la reproduction</p> <p>Augmentation du travail des enfants</p>	<p>Rétablissement des structures d'appui communautaire et soutien aux organisations locales pour la promotion des financements communautaires et la mise en œuvre des programmes d'emploi d'urgence</p> <p>Organisation, au niveau communautaire, de programmes volontaires d'épargne, de crédit et de filets de sécurité sociale à petite échelle</p> <p>Programmes spéciaux d'appui aux familles pour modérer l'incidence du travail des enfants</p> <p>Promotion de programmes volontaires de protection sociale</p>
<p><i>Réduction des fonds et des dépenses publiques consacrées au social</i></p> <p>Compression des dépenses pour l'éducation, la santé et le logement</p> <p>Contraction des services publics</p> <p>Discrédit et affaiblissement des institutions publiques</p> <p>Effets pervers sur les organisations d'employeurs et les syndicats</p>	<p>Mesures de protection des programmes contre la pauvreté grâce à l'accroissement des financements extérieurs destinés aux programmes en place</p> <p>Promotion du partenariat avec les ONG, les OAC et les organisations de volontariat dans tous les programmes d'emploi et de formation</p> <p>Programmes d'appui spéciaux en faveur du Ministère du Travail (gestion de crise des problèmes et conflits du travail et des relations professionnelles, gestion du marché du travail et centres de services de l'emploi)</p> <p>Renforcement du rôle et des responsabilités des organisations d'employeurs et des syndicats dans la gestion de la crise</p> <p>Dialogue avec les institutions de Bretton Woods pour inclure les questions afférentes à l'emploi dans les programmes de réponse aux crises</p>

E. Réponse à moyen/long terme

Parmi les effets à moyen terme des crises financières et économiques, on pourrait citer:

- les changements dans les systèmes de production et des marchés de l'emploi, notamment le relâchement des liens entre l'accroissement de la production et la croissance de l'emploi, l'émergence de schémas d'emploi atypiques et d'emplois à temps partiel forcé, ainsi que la progression constante du chômage déclaré;
- l'expansion excessive du secteur informel et la montée des emplois précaires;
- la multiplication et l'amélioration de travaux de construction d'infrastructures qui s'appuient sur des techniques fondées sur la main-d'œuvre et l'adoption de ces dernières par les ministères compétents;
- le déclin de la cohésion sociale et familiale imputable aux mouvements migratoires dus à la recherche d'un emploi, déclin qui se manifeste par la progression du nombre de ménages dirigés par des femmes, la montée du travail des enfants (dont une des conséquences est l'accroissement du taux de déperdition scolaire) et des effets pervers sur la santé et la nutrition de la main-d'œuvre;
- la compression des dépenses sociales en particulier, et des dépenses publiques en général, dans le cadre des politiques d'austérité budgétaire, compression nuisible à l'expansion des activités créatrices d'emplois et à l'appui aux pauvres;
- l'aggravation de la pauvreté et la détérioration persistante des niveaux de vie.

L'incidence réelle de ces effets sur les politiques et les programmes doit être minutieusement étudiée. Il conviendrait de tirer des enseignements pratiques des crises précédentes et d'élaborer une stratégie à moyen terme pour une croissance orientée vers l'emploi et la gestion des risques sociaux. Dans le même temps, les programmes à court terme devraient être poursuivis et, autant que possible, élargis pour venir à bout des difficultés liées à la transition.

Dans la stratégie à moyen terme, l'accent devrait se déplacer vers des politiques et des programmes d'investissement favorables à l'emploi, l'amélioration de la productivité au moyen du développement des compétences et la réalisation de l'objectif du travail décent. La promotion de la

protection sociale et du dialogue social, ainsi que le respect des normes internationales du travail gagneront en importance. On pourrait activement chercher à mettre en place des programmes d'assurance-chômage. La stratégie devrait également tendre à renforcer la capacité de réponse des pays aux crises et la gestion des risques sociaux.

Références

Banque asiatique de développement (BAD) (1998): Numéro spécial sur la crise financière en Asie, dans *ADB Review*, Vol. 30, No.4, BAD, Manille.

Banque mondiale (1998): *East Asia, The Road to Recovery* (L'Asie de l'Est: le chemin du redressement), Banque mondiale, Washington, D.C., septembre.

Bureau International du Travail (BIT) (1999): *Les principaux indicateurs du marché du travail, Profils de pays*, Genève.

BIT (1998): *Report of the High-Level Tripartite Meeting on Social Responses to the Financial Crisis in East and South-East Asian Countries* (Rapport de la réunion tripartite de haut niveau sur les réponses sociales à la crise financière dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est), Bangkok, 22 - 24 avril.

BIT (1998): *Employment Challenges of the Indonesian Crisis* (Les défis de la crise indonésienne dans le domaine de l'emploi), Rapport établi par le bureau de l'OIT de Jakarta.

BIT (1999): *The ILO's response to the financial crisis in East and South-East Asia* (La réponse du BIT à la crise financière en Asie de l'Est et du Sud-Est), GB. 274/4/3.

BIT / SEAPAT (1996): *Targeted Programmes for Special Groups and Combating Social Exclusion in Indonesia* (Programmes ciblés en faveur des groupes spéciaux et lutte contre l'exclusion sociale en Indonésie), Manille.

Böhning, W.R. (1998): *The Impact of the Asian Crisis on Filipino Employment Prospects Abroad* (L'impact de la crise asiatique sur les perspectives d'emploi des philippins à l'étranger), Manille.

Gonzalez-Hermosillo, B. (1999): « Developing Indicators to Provide Early Warning of Banking Crises » (Développer des indicateurs pour l'alerte rapide en cas de crises bancaires), dans *Finance and Development*, juin.

Harris, B. et Robb C. (1998): *Social Impacts of the Crisis on Households and Communities, Preliminary Findings in Indonesia* (Les effets sociaux de la crise sur les ménages et les communautés, Conclusions préliminaires en Indonésie), Rapport de mission, Banque mondiale, Washington, D.C.

Islam, R.: (1998): *Indonesia: Economic Crisis, Adjustment, Employment and Poverty* (Indonésie: crise économique, ajustement, emploi et pauvreté), *Issues in Development*, Discussion Paper 23, BIT, Genève.

Islam, R., et al. (2001): *Active Labour Market Policies in East and Southeast Asia: What has been done and what can be done?*, (Politiques actives du marché de l'emploi en Asie de l'Est et du Sud-Est: ce qui a été fait et ce qui peut être fait: incidences sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est), papier préparé pour le Séminaire sur les Politiques du Marché de l'Emploi: Ses implications pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est (BM, BIT, JMALW, PDOLE, JIL, ASEM), 1-2 mars 2001, Manille.

Robb, C. et Zhang C. (1998): *Social Aspects of the Crisis, Perceptions of Poor Communities in Thailand* (Aspects sociaux de la crise, points de vue des communautés pauvres en Thaïlande), document pour le projet d'investissement social en Thaïlande, IDS, Université du Sussex, juillet.

Sharma, S. (1999): « The challenge of Predicting Economic Crises » (Le défi de prédire les crises économiques), dans *Finance and Development*, juin.

Shone, M. (1998): *Facilitating Large-Scale Job Creation for Infrastructure Works in the New «Mega» Employment Intensive Programmes of East Asia*. (Faciliter la création d'emplois à grande échelle pour le travail sur les infrastructures dans les nouveaux "mega" programmes à haute intensité d'emplois d'Asie de l'Est).

Singh, A. (1998): *Financial Crisis in East Asia: "The End of the Asian Model?"* (La crise financière en Asie de l'Est: la fin du modèle asiatique?), Issues in Development Discussions Paper 24, BIT, Genève.

Subbarao, K. (1997): *Safety Net Programmes and Poverty Reduction: Lessons from Cross-country Experience* (Les programmes concernant les filets de sécurité et le réduction de la pauvreté: leçons et expérience dans les pays), Banque mondiale, Washington, D.C.

Autres

Documents préparés pour le séminaire organisé conjointement par le Gouvernement du Japon, la Banque mondiale et le BIT sur le thème *Economic Crises, Employment and the Labour Market in East and South-East Asia* (Crises économiques, emploi et marché du travail en Asie de l'Est et du Sud-Est), Tokyo, octobre 1999.

Documents préparés pour le Forum de Manille (9-12 nov. 1999). Ces documents se rapportaient à trois grands sujets: l'incidence sociale de la crise asiatique, les filets de sécurité sociale et le développement urbain et rural en tant qu'outils de lutte contre la pauvreté, la réforme du secteur social et le rôle du secteur privé.

Annexe 1: Liste des sites Internet d'alerte rapide, de surveillance et d'analyse des crises

Informations de dernière heure et analyse politique	
<p>Reuters Foundation AlertNet http://www.alertnet.org/</p>	<p>AlertNet fournit à la communauté internationale qui s'occupe de l'aide humanitaire d'urgence ainsi qu'au grand public des informations, des communications et des services logistiques à l'échelle de la planète. Grâce aux qualités clés de Reuters qui sont la rapidité, l'exactitude et la neutralité ainsi qu'à ses 150 ans d'expérience dans le reportage en zones sinistrées à travers le monde, AlertNet donne des informations fiables et rapides aux organisations d'aide en cas de catastrophe.</p>
<p>BBC News World Edition http://news.bbc.co.uk/www.tue.org</p>	<p>A partir de la page World Edition de la BBC, vous pouvez faire une recherche d'articles récents. En cliquant sur « Country Profiles », vous pourrez lire plusieurs articles, même très récents, concernant un pays donné.</p>
<p>CNN.com World http://www.cnn.com/world/</p>	<p>A partir de la page « World » de la CNN, vous pouvez faire une recherche d'articles récents sur un pays donné.</p>
<p>Agence France-Presse dans le Monde http://www.afp.com/francais/afp/world/</p>	<p>Ce site relie l'AFP à un réseau mondial de journaux en version électronique. Nombre de ces connexions disposent de moteurs de recherche internes qui vous aident à accéder à des informations et à des reportages archivés.</p>

<p>All Africa.com http://fr.allafrica.com/</p>	<p>AllAfrica.com inclut « Africa News Online » et publie quotidiennement 400 articles provenant de plus de 60 journaux africains.</p>
<p>Profils, données et analyses par pays</p>	
<p>Programme focal sur la réponse aux crises et la reconstruction http://www.ilo.org/public/french/employment/recon/crisis/index.htm</p>	<p>Le site de IFP/CRISIS du BIT contient des informations spécifiques par pays et des connexions avec d'importants documents et matériels de référence de ce Programme.</p>
<p>Economist Intelligence Unit www.eiu.com/</p>	<p>L' EIU constitue une source fiable d'analyses des domaines économique, politique et des affaires dans 195 pays, depuis plus de 50 ans. EIU réalise des analyses et des prévisions objectives et rapides des domaines politique, économique et des affaires. Il offre des informations gratuites, ainsi que des services payants adaptés aux besoins des clients.</p>
<p>CIA World Factbook http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/</p>	<p>Le CIA World Factbook fournit des informations sur le profil des pays, leur démographie, économie, gouvernement, géographie, etc. Les documents sont gratuits et peuvent être reproduits.</p>
<p>Relief Web http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/</p>	<p>Reliefweb est un portail d'accès à une multitude de sources d'informations spécifiques en version électronique sur les pays. Ces informations couvrent: le profil des pays sur le Web, des informations culturelles, le développement et l'histoire des catastrophes, l'économie, la géographie, le gouvernement et la politique, les questions militaires, la météo, les informations, etc.</p>

<p>Le Groupe de la Banque Mondiale http://www.banquemondiale.org/</p>	<p>A partir de ce site de la Banque mondiale, cliquez sur " Données et statistiques ". Vous aurez accès aux réseaux de cartes et données par pays, aux indicateurs spécifiques de développement au niveau mondial et par pays, ainsi qu'aux rapports sur le développement mondial.</p>
<p>Informations et analyses des alertes rapides en cas de conflit</p>	
<p>Forum on Early Warning and Early Response http://www.fewer.org/</p>	<p>FEWER est un réseau multisectoriel et multidisciplinaire qui couvre l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Nord et du Sud et l'Eurasie. Il fournit des analyses et des informations sur l'alerte rapide en cas de conflit.</p>
<p>EurasiaNet.org http://www.eurasianet.org/</p>	<p>EurasiaNet offre des informations et des analyses sur les développements politiques, économiques, environnementaux, sociaux dans les pays d'Asie Centrale, le Caucase, ainsi que la Russie, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est.</p>
<p>Réseaux d'information régionaux intégrés http://www.irinnews.org/Frenchfp.asp</p>	<p>IRIN, en partenariat avec ReliefWeb, fournissent des informations quotidiennes et des reportages spéciaux en français, en anglais et en kiswahili sur maintes questions politiques, économiques et sociales qui affectent les problèmes humanitaires en Afrique et en Asie centrale.</p>
<p>International Crisis Group http://www.crisisweb.org/home/index.cfm?l=2</p>	<p>Il s'agit du site web où ICG publie ses rapports analytiques des conflits dans les pays ainsi que ses recommandations en vue d'une action internationale.</p>

<p>International Conflict Research http://www.incore.ulst.ac.uk/home/</p>	<p>INCORE est un centre mondial d'analyse et de règlement de conflits. Son site web est un portail d'accès à des informations sur plus de 40 pays et thèmes se rapportant aux conflits, notamment: vérité et réconciliation, religion et conflits, réfugiés, mines terrestres, droits de l'homme, femmes et conflits, enfants et conflits.</p>
<p>Droit des enfants</p>	
<p>Child Rights Information Network http://www.crin.org/</p>	<p>CRIN est un réseau mondial de plus de 1000 organisations de défense des droits de l'enfant, pour échanger idées, informations et expérience d'appui à la promotion et au respect des droits de l'enfant. Le CRIN promeut le débat sur des questions cruciales relatives aux droits de l'enfant, notamment le travail des enfants, les enfants vivant avec le VIH/SIDA, les enfants dans les conflits armés, etc.</p>

Crises financières, économie et pauvreté	
<p>Economist Intelligence Unit http://www.eiu.com/</p>	<p>L'EIU constitue depuis plus de 50 ans une source hautement fiable d'analyse des questions économiques, politiques et des affaires dans 195 pays. EIU réalise des analyses et des prévisions d'actualité dans les domaines politique, économique et des affaires dans plus de 180 pays. Il offre des informations gratuites, ainsi que des services payants adaptés aux besoins des clients.</p>
<p>Asia Recovery Information Center http://www.aric.adb.org/</p>	<p>ARIC surveille l'impact social et économique de la crise asiatique et le processus de relance dans les cinq pays les plus affectés par ladite crise: Indonésie, République de Corée, Malaisie, Philippines et Thaïlande. Plusieurs autres pays affectés par cette crise viendront s'y ajouter à l'avenir.</p>
<p>Le Groupe de la Banque Mondiale http://www.banquemondiale.org/</p>	<p>Site de la Banque mondiale qui traite de questions allant de la réduction de la pauvreté, à la protection sociale, à l'allègement de la dette des Pays pauvres très endettés (PPTÉ). La fonction « RECHERCHE » de ce site web permet d'accéder à des informations et à des publications sur les «crises économiques», «crises financières», «processus de transition de la guerre à la paix».</p>
<p>Fonds Monétaire International (FMI) http://www.imf.org/external/fra/index.asp</p>	<p>A partir de la page d'accueil du FMI vous pouvez avoir les informations financières et monétaires spécifiques par pays en cliquant sur « Informations sur les pays » et en sélectionnant le pays de votre choix.</p>

<p>PovertyNet http://www.worldbank.org/poverty/french.htm http://www.worldbank.org/poverty/data/povmon.htm</p>	<p>PovertyNet est un site de la Banque mondiale, créé pour fournir des ressources aux personnes et organisations qui analysent la pauvreté et s'emploient à la réduire. C'est une banque de données qui permet d'accéder facilement à des informations exhaustives sur la pauvreté.</p> <p>Le second site permet d'accéder à des enquêtes auprès des ménages, des résumés d'évaluation de la pauvreté depuis 1993, des évaluations participatives de la pauvreté, des indicateurs sociaux, des connexions avec d'autres sites et travaux de recherche sur la pauvreté.</p>
<p>Asian Economic Crisis http://russia.shaps.hawaii.edu/economic/asian-crisis.html</p>	<p>Créé par l'Université de Hawaï, le site « The Asian Economic Crisis: Points of view » donne une liste de sources d'informations sur la crise financière asiatique. C'est un portail d'accès utile pour l'analyse de la crise financière asiatique.</p>
<p>Global Macroeconomic and Financial Policy Site http://www.stern.nyu.edu/globalmacro/</p>	<p>Ce site fournit des informations d'actualité sur: la crise asiatique, les politiques économiques et financières mondiales, le système financier international, les différents pays, le secteur des finances.</p>
<p>Economic Commission for Latin America and the Caribbean http://www.eclac.cl/default.asp?idioma=IN</p>	<p>La CEPALC collecte, organise, interprète et diffuse des informations et des données relatives au développement économique et social de la région.</p>

Approvisionnement alimentaire et alerte rapide en cas de famine	
<p>Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide sur l'Alimentation et l'Agriculture http://www.fao.org/gIEWS/</p>	<p>Le réseau FAO GIEWS fournit régulièrement des bulletins, des rapports sur la situation régionale et dans les pays et des informations sur la demande et l'offre des denrées alimentaires, et permet de donner l'alerte en cas de crise alimentaire imminente.</p>
<p>Dev-zone: Food http://www.dev-zone.org/knowledge/Food/index.html</p>	<p>Articles, ressources, concepts de base, bibliographies et études de cas sur la sécurité alimentaire.</p>
<p>World Food Programme http://www.wfp.org/vam/</p>	<p>Cartographie de l'analyse de vulnérabilité (CAV) du Programme alimentaire mondial (PAM), qui couvre 50 pays. Ce travail se fait en collaboration avec GIEWS et FEWS NET et des ONG.</p>
<p>Famine Early Warning Systems Network http://www.fews.net/</p>	<p>Le site FEWS NET fournit la surveillance de la situation de la sécurité alimentaire et une alerte rapide en cas de famine dans 17 pays africains exposés à la sécheresse. Il comprend des informations sur: la surveillance et l'analyse par satellite, les missions régulières de surveillance sur le terrain, les analyses de vulnérabilité, la surveillance des phénomènes liés à la désertification et aux changements climatiques, la surveillance et l'analyse des marchés.</p>

Les épidémies et le VIH/SIDA	
<p>UNAIDS http://www.unaids.org/fr/</p>	<p>Le site UNAIDS présente des informations récentes par pays sur la prévalence et l'incidence du VIH/SIDA, ainsi que sur les comportements sexuels (ex: les rapports sexuelles occasionnels et l'utilisation des préservatifs) qui peuvent accélérer ou enrayer la transmission du VIH. Les organismes qui soutiennent financièrement l'ONUSIDA sont: l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP, l'UNESCO, l'OMS, l'UNDCP et la Banque mondiale. A partir de la page d'accueil du site, cliquez sur « VIH/SIDA par pays ».</p>
<p>Organisation Mondiale de la Santé http://www.who.int/wer/fr/index.html http://www.who.int/csr/don/fr/index.html</p>	<p>Les rapports épidémiologiques hebdomadaires (REH) de l'OMS constituent un moyen rapide et précis de diffusion des informations épidémiologiques. Dès que l'apparition d'une maladie transmissible est confirmée, des informations pertinentes sont introduites dans le site web, qui est accessible au grand public.</p>
Aide humanitaire et assistance internationale	
<p>Disaster Relief http://www.disasterrelief.org/</p>	<p>Ce site fournit des informations sur l'assistance humanitaire et des informations sur les catastrophes dans le monde. Le site «Earth Watch» donne des informations de première main sur les nombreuses catastrophes qui surviennent dans le monde. Il est financé par la Croix Rouge américaine et la CNN.</p>

<p>Relief Web http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/</p>	<p>ReliefWeb est un projet du BCAHNU qui fournit les informations les plus récentes sur les catastrophes, l'évolution de la situation, les informations sur l'assistance humanitaire et les appels à l'aide internationale en cas de catastrophe naturelle et de situation d'urgence complexe. Le site est actualisé 24 heures sur 24.</p>
<p>Droits de l'homme</p>	
<p>Human Rights Watch http://hrw.org/doc/?t=french</p>	<p>Ce site est consacré aux questions de protection des droits de l'homme dans le monde.</p>
<p>Amnesty International http://efai.amnesty.org/</p>	<p>Amnesty International est une organisation mondiale de défense des droits de l'homme qui œuvre pour la promotion de l'ensemble des droits de l'homme inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et autres instruments internationaux.</p>
<p>Travail / Questions d'emploi</p>	
<p>Bureau international du Travail http://www.ilo.org/french</p>	<p>La page d'accueil de l'OIT permet des connexions avec tous les programmes et départements de l'OIT, et notamment avec un moteur de recherche documentaire interne.</p>
<p>Confédération internationale des syndicats libres http://www.icftu.org/default.asp?Language=FR</p>	<p>Ce site de la CISL présente des informations et la dernière actualité sur les principaux événements récents concernant les droits et les conflits du travail. Il est doté d'un moteur de recherche interne et traite des questions suivantes: travail des enfants, équité, mondialisation, normes du commerce et du travail, droits syndicaux et jeunesse.</p>

<p>Organisation internationale des employeurs http://www.ioe-emp.org/</p>	<p>Ce site de l'OIE présente des articles et des informations reflétant la politique des employeurs et comporte une section spéciale consacrée au Contrat mondial. Le site donne également des détails sur les conditions d'adhésion et les contacts utiles.</p>
<p>Labour Net http://www.labournet.org/</p>	<p>L'International Labour Solidarity Web Site favorise les communications par ordinateur en tant qu'instrument de promotion de la solidarité entre travailleurs. Il fournit des informations relatives aux mouvements et conflits sociaux récents dans le monde.</p>
<p>Catastrophes naturelles</p>	
<p>Relief Web: Natural Disasters http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/vLND</p>	<p>ReliefWeb est un projet du BCAHNU qui donne les informations à jour sur les catastrophes naturelles et les situations d'urgence complexes, aussi bien que sur les appels à l'aide humanitaire et les rapports sur la situation de l'organisation. Ces informations sont mises à jour 24 heures sur 24.</p>
<p>Relief Web: Natural Disaster Early Warning Sites http://www.reliefweb.int/resources/ewarn.html#natural</p>	<p>Il s'agit de la page web de ReliefWeb consacrée au système d'alerte rapide en cas de catastrophes naturelles, qui est reliée à des centres de recherche et d'information spécialisés dans la recherche et la diffusion des informations sur les différents types de catastrophes naturelles: tremblements de terre, orages tropicaux, etc.</p>

<p>HazardNet http://www.hoshi.cic.sfu.ca/hazard/</p>	<p>HazardNet a pour objectif de promouvoir la diffusion prompte d'informations qualitatives, quantitatives, spécifiques et accessibles destinées à tous les acteurs de la prévention, de l'atténuation ou de la préparation préalable de situations d'urgence naturelles et technologiques à grande échelle. Le site a été créé par l'Université Simon Frazier du Canada.</p>
<p>Dev-zone: Disasters http://www.dev-zone.org/knowledge/Disasters/index.html</p>	<p>Site se rapportant aux événements et aux informations sur les catastrophes naturelles qui frappent la région du Pacifique. Il donne les toutes dernières informations sur ces catastrophes et sur les organisations impliquées dans les réponses à ces calamités.</p>
<p>Natural Hazards Center http://www.colorado.edu/hazards/resources/sites.html</p>	<p>Cette page web est le portail d'accès du site du Centre sur les Catastrophes Naturelles de l'Université du Colorado. Il fournit des informations sur les universités, centres et organisations de recherche spécialisés dans la recherche et l'information sur les différents types de risques et catastrophes naturels.</p>
<p>Benfield Hazard Research Centre http://www.benfieldhrc.org/</p>	<p>Le Benfield Greig Hazard Research Centre est le plus grand centre multidisciplinaire d'Europe, spécialisé dans tous les aspects de la recherche sur les catastrophes naturelles dans le monde. Il fournit des directives et un matériel de formation excellents.</p>

Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

United Nations High
Commissioner for
Refugees
<http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/news>

Ce site du Haut commissariat pour les réfugiés des Nations Unies fournit un résumé d'informations sur les réfugiés, confectionné à partir de sources d'informations accessibles au public.

Internally Displaced
Persons
<http://www.idpproject.org/>

Le site web Global IDP est un site Web et un service de gestion de l'information indépendant sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, de par le monde. Il offre des profils et des données sur plus de 20 pays.